

Éléments d'une ethnographie du développement et de l'anthropologie du développement

Bernard Arcand

Questions d'ethnocentrisme

Volume 12, Number 1, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015016ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/015016ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Arcand, B. (1988). Éléments d'une ethnographie du développement et de l'anthropologie du développement. *Anthropologie et Sociétés*, 12 (1), 147-152. <https://doi.org/10.7202/015016ar>

soupons justifiés sur les effets pervers de la bonté. Quoi qu'il en soit, c'est ainsi que je rentrerais dans le débat qui nous est proposé ici et s'il fallait répondre au thème qui nous réunit (la fin du développement ou le développement malgré tout), je répondrais : il faut parier, en espérant qu'au-delà de ce que nous contrôlons et à condition de continuer à agir, certains trouveront dans l'expérience de l'action de nouvelles façons d'assurer les conditions de la survie du plus grand nombre à long terme.

ÉLÉMENTS D'UNE ETHNOGRAPHIE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ANTHROPOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT

Bernard Arcand
Département d'anthropologie
Université Laval

L'anthropologie et le développement

C'est probablement symptomatique d'entendre des gens traiter un sujet qui n'a pas été d'abord saisi, identifié et défini. On risque d'entendre parler pour ne rien dire.

Une analyse syntagmatique de toute la littérature anthropologique, qui ferait le repérage de son usage du mot « développement », montrerait qu'il n'est pas fréquent et que le mot a été surtout utilisé en conjonction avec « anthropologie ». On parle en effet très peu de « développement » et surtout de « l'anthropologie du développement », de la même manière que l'on parle de « l'anthropologie de la vieillesse », du sport, de la santé, etc.; en somme, c'est simplement un autre cas de l'anthropologie se portant à l'étude d'un phénomène social qui existe *par ailleurs* dont la définition n'est pas interne à la discipline.

En fait, le concept de développement n'est à peu près jamais utilisé en anthropologie sociale. D'abord et surtout, parce qu'il n'a pas de sens puisqu'il en a trop. Dans l'étonnant jargon que l'on entend parfois, on dirait que ce n'est pas un concept analytique opérationnel. Le développement, pour l'anthropologie, ce sera toujours à la fois la croissance démographique et l'épuisement des gibiers ou des sols, l'agrandissement des greniers, tout comme la tenue d'un potlatch, et mille autres choses encore. Bref, même les sociétés qui se veulent les plus conservatrices ne réussissent jamais à respecter la tradition et à refaire *exactement de la même façon* ce qui doit être fait : ne serait-ce que parce qu'on vieillit et que chaque année il y a toujours la nouveauté de savoir que certains n'y seront plus, tandis que d'autres s'ajoutent. *Toute* étude anthropologique est nécessairement *toujours* une étude sur le développement, puisque toute société est toujours en développement. Puisque la vie est en développement, le concept est inévitablement tautologique.

Les seuls anthropologues à avoir fait un usage un peu sérieux du concept sont en général ceux et celles dont le regard est tourné vers l'arrière : les archéologues et les paléontologues. Au même titre que les historiens, bien que dans une perspective beaucoup plus vaste, ces gens doivent d'abord constater le changement, puis essayer d'y lire quelques lignes directrices. Comprendre, comme l'indique admirablement le titre du célèbre ouvrage de V. Gordon Childe, *Qu'est-ce qui s'est passé dans l'histoire*. Il n'est pas surprenant que ce métier-là engendre aussi souvent des hypothèses évolutionnistes,

car il n'y a qu'un pas entre lire l'histoire pour y trouver des constantes et en ériger une théorie. Et si, par surcroît, cette théorie réussit socialement et obtient le statut d'une cosmologie primitive, certains trouveront alors facile de faire une pirouette et de regarder vers l'avant... pour cesser de parler d'évolution et en proposer la poursuite.

Pour des raisons qui ont beaucoup à voir avec ses modes de travail et ses outils de recherches, l'anthropologie sociale, au XXe siècle, a souvent fait contrepoids aux thèses issues de l'archéologie. Elle semble prendre un plaisir malin à démontrer combien ces lectures de l'histoire sont historiquement et culturellement déterminées. Elle cherche constamment la preuve finale d'un construit idéologique, servant les inquiétudes d'une époque, les intérêts d'une classe ou la défense des privilèges de certaines nations.

Bref, dans un premier temps, l'anthropologie sociale ne nous aide pas beaucoup à définir ce qu'on doit entendre par « développement ». Elle dit même trop souvent ce qu'on ne veut pas entendre. Elle note, par exemple, que l'année internationale des sans-abris peut aussi servir à confirmer une des principales stratégies du colonialisme, une stratégie contre laquelle des nomades comme les Montagnais et les Cuiva ont lutté depuis des siècles. Elle signale que le sous-développement est mesuré par les Nations-Unies en termes de Produit National Brut, dont l'accroissement sert à justifier bien des violences. Elle va même jusqu'à croire, comme Walter Rodney ou René Dumont, que non seulement le sous-développement a été imposé au reste du monde, mais que le concept de développement lui-même est une création de l'empire. Et si l'anthropologie arrive à dire si souvent ce que personne ne veut entendre, c'est justement dans la mesure où elle regarde *de l'extérieur* une notion qui pour elle n'a pas vraiment de sens.

Par contre, l'impuissance analytique du concept n'empêche pas, vous vous en doutez bien, certains départements universitaires d'offrir des cours en anthropologie du développement ou de choisir cette spécialité comme stratégie de leur propre développement. On trouve même, par exemple à l'université McGill, tout un programme en anthropologie du développement, où depuis 20 ans des gens brillants comme H. Feit, J. Larussic ou C. Scott ont mené leurs études en écologie culturelle, en anthropologie cognitive et symbolique sur les populations Cree du Québec, des études qui ne sont en rien différentes de travaux anthropologiques faits ailleurs sans cette étiquette de « développement ». En fait, l'appellation reflète surtout les besoins qu'un département peut avoir de protéger sa survie, ou son espoir d'obtenir quelques fonds de recherches, ou encore l'envie d'un individu de se voir attribuer un bureau un peu plus grand, un secrétaire particulière ou un enseignement allégé s'il réussit à se faire nommer « directeur du programme ». Le plus souvent, c'est tout ce que l'étiquette veut dire.

Mais l'anthropologie du développement relève aussi d'une réponse, double et contrastante, à des questions dont les origines sont elles aussi externes à notre discipline. D'une part, il y a la perception d'une effarante misère dans le monde, laquelle entraîne une réaction de bonté et de générosité, une attitude que les chrétiens hier encore appelaient la charité. D'autre part, et le contraste peut être mis au compte de l'égoïsme, il y a aussi l'espoir de pénétrer un marché du travail aujourd'hui considérable.

Je ne dirai presque rien de la bonté, que j'avais déjà brièvement abordée en mai dernier au colloque de l'ACSALF. Sauf pour ajouter que l'idée de transformer l'anthropologie en une sorte de service social international est une idée sans doute noble, mais limitée par les difficultés de la communication transculturelle que tout ethnologue même débutant devrait connaître. Le projet trop simple d'écouter les pauvres et les miséreux, afin de leur accorder enfin la parole et de les aider à atteindre leurs propres objectifs et leur propre sens de la dignité, demeure un projet fragile tant qu'il suppose que ces gens diront ce que nous voulons bien entendre. Les exemples seraient nombreux. Celui que je cite le plus souvent provient de la Fédération des Indiens du Venezuela qui déclarait il y a plus de dix ans maintenant que la meilleure garantie de leur propre développement et de leur épanouissement, donc que leur souhait le plus sincère, était de

voir le reste du monde se lancer dans une guerre nucléaire. Autre exemple moins dramatique : une conférence où des écologistes européens féroce­ment opposés à toute forme de néo-colonialisme avaient été choqués d'entendre des Nigériens réclamer à grands cris le droit à la pollution industrielle urbaine; d'où les récents discours de certains de nos ministres qui profitent de leur passage à Nairobi pour parler des bienfaits de la préservation de la nature.

L'entreprise du développement international

La seconde raison, la recherche d'emplois pour anthropologues, vient du constat que le développement international est devenu aujourd'hui une entreprise considérable qui fait vivre bien du monde. Mais il ne faut pourtant jamais oublier la bonté, car si ce n'était qu'une question d'emploi, les anthropologues profiteraient davantage des budgets bien supérieurs de la Défense nationale.

Évidemment, ailleurs qu'en anthropologie, tout s'appelle « développement » : de Laurent Gagnon à Jacques Chirac, de Proctor & Gamble à Vidéo-femmes, de la Corporation Makivik jusqu'à Ben Weider, tout le monde se dit en train d'assurer le développement de quelqu'un ou de quelque chose. N'importe quelle petite crapule de promoteur immobilier se croit engagé dans une entreprise de développement. Mais ce qui nous concerne ici doit se limiter à ce qu'on nomme le « développement international ». Et dans ce cas particulier, d'une façon un peu grossière mais probablement aussi adéquate, on peut reconnaître trois niveaux d'engagement distincts et dont les frontières sont malheureusement souvent très étanches.

D'abord, au niveau le plus immédiat, il y a l'intervention directe et ponctuelle sur des situations concrètes. La liste est interminable, car la misère et les besoins paraissent infinis. Il y a cette femme de Calgary qui enseigne aux jeunes Palestiniens handicapés en territoire de Gaza. Il y a toutes ces mères et tous ces pères Teresa à travers le monde. Chaque fois le cas est particulier et le problème, comme sa solution, est d'abord immédiat : acheter un moteur hors-bord pour permettre aux Indiens de contourner un intermédiaire exploiteur et ainsi vendre leurs feuilles de coca directement à ceux qui les transformeront; construire un abri qui servira de centre communautaire; distribuer un vaccin contre la rougeole, etc., etc., etc. Selon toutes les normes de la moralité humaniste, tous ces gens sont des héros, à qui on envoie parfois une aumône ou un prix Nobel. Mais l'essentiel pour le débat présent, c'est qu'à ce niveau (pour lequel il sera déjà évident que j'ai le plus grand respect), il n'est pas nécessaire d'être anthropologue pour réussir. Point besoin ici d'un diplôme universitaire. Il serait beaucoup plus utile de savoir vacciner ou construire une charpente. Et les besoins sont tels et si diversifiés que ce genre d'implication directe dans le développement demeure techniquement à la portée de n'importe qui.

Le second niveau appartient à ceux et celles qui gèrent l'entreprise canadienne du développement international. On trouve là des milliers de personnes et quelques milliards de dollars (c'est moins que ce que réclame l'ONU, mais c'est quand même considérable). Les emplois sont variés mais se trouvent regroupés dans trois niches : les ONG, les firmes de consultants et l'ACDI (qui, de plus en plus, se limite à financer les deux premiers). Dans le respect des grandes politiques nationales, qui appartiennent au troisième niveau, tous ces professionnels du développement international travaillent à la traduction de ces politiques en termes plus immédiats et à la bonne gérance de cette partie des affaires de l'État. Ce niveau a lui-même plusieurs étages, avec au bas les modestes membres de petits ONG qui sont en fait très proches de l'intervention directe et au niveau supérieur les grands patrons de l'ACDI proches des membres du Cabinet. Entre les deux, il y a toute une classe de technocrates du développement.

Ces gens-là ne construisent pas d'abris communautaires et ne vaccinent personne. Ces gens-là écrivent des rapports, précisent des politiques, évaluent et révisent ces mêmes politiques, préparent des offres de services ou les examinent, établissent des programmes, font des évaluations de programme, forment des comités de priorités, rédigent un plan triennal, préparent des rapports annuels, en lisent encore davantage, surveillent les attributions budgétaires, assurent la gérance du personnel, organisent plusieurs colloques, publient les résultats de ces colloques, assistent à des conférences internationales, et réussissent, s'ils sont vraiment bien placés, à visiter chaque année, par exemple, tous les sites d'intervention de la section de l'Asie du Sud-Est, ce qui a le grand avantage de leur permettre de rencontrer quelques membres importants des bureaucraties du tiers monde ainsi que leurs collègues d'autres pays tout aussi impliqués que le Canada dans le développement international.

Cette caricature pourrait un jour devenir le sujet d'un film. Dans cette entreprise, les emplois sont intéressants, les salaires sont bons et dans la fonction publique la protection du syndicat demeure solide. Il y a là des carrières intéressantes surtout si vous aimez Ouagadougou, si cela ne vous énerve pas trop d'être payé cher dans un pays pauvre et si vous savez que dans la capitale du Soudan c'est à l'hôtel Acropole qu'il faut descendre, tandis qu'à Bogotà on ne mange pas au Monte Blanco. Notons toutefois qu'il ne faut quand même pas exagérer sur la belle vie, du moins aux échelons inférieurs, comme l'a montré il n'y a pas si longtemps le déclin plutôt brutal du SUCO.

Ce qu'il faut avant tout savoir sur cette entreprise, c'est que le développement dont on parle ici est avant tout celui de l'entreprise elle-même. Depuis déjà plusieurs années, plus de 80% de l'argent versé par le Canada pour le développement international demeure au Canada : pour financer l'exportation de biens produits au Canada, aider Massey-Ferguson, Hydro-Québec International, SNC ou Bernard Lamarre, mais aussi pour maintenir la bureaucratie du développement. Si vous aviez un jour, comme moi, le plaisir de lire tous les discours de M. MacEachen, aujourd'hui sénateur et autrefois ministre des Affaires extérieures avec la très lourde tâche de vendre l'aide au développement à une population canadienne aux prises avec la mini-récession du début des années 80, vous verriez combien le Canada a besoin de marchés étrangers et comment la relance économique de notre pays et notre bien-être matériel passent nécessairement par le développement international. Bien sûr, à l'autre extrémité, l'entreprise peut montrer qu'elle génère un développement réel dans bien des pays du tiers monde, mais dans une proportion qui demeure toujours bien inférieure à l'auto-développement de l'entreprise.

Encore ici, l'essentiel est qu'il n'est pas nécessaire d'être anthropologue pour faire ce métier. Il faut généralement un diplôme universitaire, mais son étiquette spécifique a bien peu d'importance (en fait, aux échelons supérieurs, c'est l'université en question qui importe, plus que la discipline particulière). Ce n'est pas un métier d'anthropologue mais de technocrate. Et si vous êtes carriériste, vous réussirez, non pas selon votre compétence comme anthropologue, mais parce que vous êtes intelligent, affable, efficace et responsable. Les anthropologues qui ont déjà réussi dans ce milieu doivent leur succès à leur intelligence et à leur efficacité technocratique, et seront les premiers à dire qu'ils ne font plus d'anthropologie. Et s'il y a des gens pour croire que l'anthropologie mène à tout à condition d'en sortir, ou encore qu'elle peut être *aussi* ce que font ces technocrates, il faut leur adresser la même question mais à l'envers : qu'est-ce qui empêche ou disqualifie une personne intelligente et efficace de faire le même travail si elle a été formée en géographie, en sociologie, en histoire, en journalisme ou ailleurs ?

Ce deuxième niveau implique peu d'interventions immédiates auprès des gens que l'on veut aider et bien peu de recherches fondamentales sur le développement. Cela peut devenir une contradiction insoutenable pour quelqu'un qui y gagne sa vie et c'est

parfois la raison pour laquelle certains quittent l'entreprise. D'autres y restent et réussissent à surmonter toutes les contradictions grâce à un remarquable discours auto-justificateur, qui, en plus d'être immédiatement rassurant, possède l'étonnante caractéristique de n'avoir été réclamé par personne. D'ailleurs, si ces conférences suscitent un quelconque débat, nous verrons sans doute apparaître toute la puissance du discours technocratique (les autres ne diront rien, ils ont du travail).

Du troisième niveau, le plus élevé, il n'est pas besoin de dire beaucoup. Si un jour vous devenez ministre, et avez par surcroît une formation d'anthropologue, il s'agira sans doute, dans un cas comme dans l'autre, d'accidents. C'est le niveau où l'État cherche à se situer dans l'ensemble géo-politique mondial, conclut des ententes entre États et décide quand et où le bilatéral est préférable au multilatéral. Les deux chefs de file au Canada demeurent encore le ministère des Affaires extérieures et celui de l'Industrie et du Commerce, mais le développement international a des incidences sur à peu près tous les aspects de la vie nationale, depuis l'image du pays qui assurera une entrée de touristes, jusqu'aux inquiétudes sur la popularité du parti dans telle région où sa réélection passe par une reprise des activités de Massey-Fergusson.

En somme, la réalité du développement international, c'est-à-dire l'aide concrète et l'entreprise technocratique et politique, existe et se porte très bien, sans avoir eu, semble-t-il, le moindre besoin des anthropologues.

De là, on peut imaginer deux solutions. La pire, à mon sens, consisterait à modifier l'anthropologie pour l'ajuster à cette réalité; c'est ce que Serge Bouchard appelle « se déguiser pour sortir dehors » et que d'autres, moins polis ou plus grossiers, nommeraient prostitution. Ajuster l'anthropologie à la réalité du développement, parce que nous ne savons pas fabriquer les héros et encore moins les ministres, cela voudrait nécessairement dire préparer des gens à travailler au sein des bureaucraties étatiques ou même des ONG. Cela voudrait dire réduire et limiter les analyses anthropologiques à ce qui paraîtra convenable et utile. Permettre à l'anthropologie un apport qui n'est plus fondamentalement différent de celui des sociologues, des historiens ou de n'importe quel autre commentateur intelligent. Vouloir préparer de fins analystes. Tenir le genre de discours et rédiger le genre de commentaires avertis qui occupent déjà presque un demi-étage de l'édifice de l'ACDI à Ottawa.

Le développement de l'anthropologie

La meilleure solution, on pourrait dire même le plus grand espoir, nous vient de la CIA! Le programme d'aide extérieure des États-Unis est tellement riche (son budget dépasse celui de l'ensemble des activités du gouvernement du Québec) qu'il a pu, au cours des trente dernières années, mettre sur pied dans plusieurs pays du monde de véritables équipes permanentes de recherches, dans lesquelles travaillent des anthropologues, des démographes, des spécialistes des questions agricoles ou du transport et autres spécialistes, qui patiemment accumulent le plus grand nombre de données possible sur tous les aspects de la vie du pays. Ces centres de recherches s'intéressent à la qualité des sols, aux variations saisonnières et à leur impact sur la morphologie sociale, aux implications structurales du mariage préférentiel avec une cousine croisée patrilatérale, à la complexité politique des relations entre frères ennemis, comme aux règles d'héritage et à la sémantographie sociale. Bref, on veut tout savoir et on a les moyens de ne rien négliger.

Évidemment, tous ces efforts servent les projets politiques des USA, ce n'est pas de cela dont il est ici question. Ce qui nous intéresse, c'est que le modèle fait aujourd'hui l'envie de toutes les grandes agences de développement et celui même de plusieurs gouvernements nationaux qui en savent souvent beaucoup moins sur leur propre pays que

les services de renseignement américains. Certains alliés, comme le Canada, profitent des renseignements de US-AID, tandis que d'autres, comme la Suède, adoptent le modèle américain mais sur une plus petite échelle en se consacrant à quelques pays seulement et à très long terme.

Plus intéressant encore pour nous, ce modèle, qui est aujourd'hui louangé et perçu comme la stratégie idéale, correspond très fidèlement à ce que Malinowski et bien d'autres décrivaient comme la base méthodologique de toute ethnographie. Les stratégies du développement, qui étaient hier encore aux mains des ingénieurs et qui sont aujourd'hui très nettement sous le contrôle des firmes de consultants en administration, risquent de passer demain par les techniques de la monographie la plus traditionnelle. Parce qu'on est en train de se rendre compte que les projets de développement les plus réussis [qui sont très souvent des accidents] étaient toujours appuyés sur une compréhension profonde de la complexité des inter-connections de toute vie sociale. Il faudra évidemment modifier les méthodes de travail et admettre qu'en anthropologie, *comme dans n'importe quelle autre science*, l'efficacité professionnelle exige un investissement de 6, 7 ou 10 ans de recherches. Déjà, certaines des plus grandes agences de développement sont prêtes à financer des étudiant(e)s au doctorat en anthropologie qui poursuivent de longues enquêtes sur des sujets aussi divers que les rites funéraires, les terminologies de parenté et les structures résidentielles.

Voilà ce que seuls les anthropologues peuvent faire. Voilà à quoi peut servir le particularisme de notre formation. Mais le plus ironique (et c'est aussi ce que je veux soumettre à ce débat) est de voir qu'au moment même où les entrepreneurs en viennent à comprendre enfin la puissance potentielle de l'anthropologie, certains départements universitaires décident qu'à l'avenir ils pourront se permettre de former des gens malheureusement impuissants à répondre à leurs besoins.

En somme, il y a, aux deux extrémités, la misère humaine et l'anthropologie. Si on est optimiste, on espère qu'elles se rejoindront. Dans la vision pessimiste, elles demeureront à jamais séparées par une technocratie qui doit protéger l'intégrité des frontières de l'État et aussi répondre à un besoin idéologique essentiel d'inventer l'emploi.

L'ANTHROPOLOGIE ET LE DÉVELOPPEMENT : **fonctionnaire de l'ACDI ou agent de renseignement pour la CIA ?**

Serge Genest
Département d'anthropologie
Université Laval

Décidément, le thème du développement n'a pas fini de susciter les passions, chez les anthropologues comme chez les autres spécialistes des sciences sociales. Pourtant, comme le rappelle Yvan Simonis dans son texte, cette notion pourrait n'être que la réincarnation, dans un autre contexte social et historique, de l'ancienne conception de civilisation sur laquelle s'est construite l'hégémonie occidentale.